

Publié le 27 juin 2023

**Le recteur de la région académique  
Auvergne-Rhône-Alpes  
Recteur de l'académie de Lyon  
Chancelier des universités**

VU le code général de la fonction publique ;  
VU le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et notamment son article 20 ;  
VU l'arrêté du 26 décembre 2022 portant délégation de pouvoirs des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports aux recteurs d'académie et aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels stagiaires et titulaires relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports;

**ARRETE**

**Article unique :** Les attachés d'administration de l'Etat dont les noms suivent sont inscrits, au titre de l'année 2023, au tableau d'avancement au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat.

Civilité	Nom d'usage	Prénom
Mme	AREVALO-ALLAIRE	Isabelle
Mme	AUDIGIER	Nathalie
M.	BENEDETTO	Fabrice
M.	CILLA	Aurélien
Mme	GILLOT	Audrey

Fait à Lyon, le 27 juin 2023

**Pour le recteur et par délégation,  
Le secrétaire général de l'académie,**

Olivier CURNELLE



Voies et délais de recours en page 2



**ACADÉMIE  
DE LYON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Rectorat de l'académie de Lyon  
Direction des personnels  
d'encadrement**

#### **VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

*Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :*

*- soit un recours gracieux ou hiérarchique,*

*- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.*

*Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois\* :*

*-à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;*

*-ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.*

*Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite — c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision — vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois\* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.*

*En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*\*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger*